

Amélie Bourbeau. *Techniciens de l'organisation sociale : la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 295 p.

Cory Verbauwhede

Volume 17, Number 1-2, Fall 2016, Spring 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1050805ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1050805ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Verbauwhede, C. (2016). Review of [Amélie Bourbeau. *Techniciens de l'organisation sociale : la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 295 p.] *Mens*, 17(1-2), 229–234. <https://doi.org/10.7202/1050805ar>

qui distinguent aujourd'hui les humains dans leur mise en ordre du réel. Les certitudes de notre ontologie naturaliste peuvent-elles ou doivent-elles même faire disparaître l'animisme, le totémisme ou l'analogie (Descola)? La quête de l'universel et de la convivance réussie impose aujourd'hui de penser la coexistence de plusieurs grands types de logiques culturelles, de matrices permettant de penser le monde au plus haut niveau. Le débat entre science moderne-contemporaine et religion appartient fortement à l'aire théiste, dont le fantôme est présent partout dans ce livre. Le débat à venir aura aussi d'autres défis, me semble-t-il.

— Louis Rousseau

Université du Québec à Montréal

Amélie Bourbeau. *Techniciens de l'organisation sociale : la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2016, 295 p.

Les recherches d'Amélie Bourbeau sur la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal de 1930 à 1974 s'inscrivent dans la foulée de travaux portant sur les fédérations de financement de la charité, les *community chests*, dans plusieurs villes canadiennes et américaines. Ces organisations avaient pour but de mettre en commun les sommes recueillies lors des campagnes de financement dans le secteur de la bienfaisance et de redistribuer l'argent ainsi amassé aux œuvres participantes. Les prix John-Bullen (2009) et Clio-Québec (2016), attribués à cette recherche minutieuse, qui dévoile des aspects méconnus de l'histoire sociale au Québec, soulignent son travail de mise en lumière de réseaux d'assistance que l'historiographie a largement ignorés. Pour l'auteure, la rationalisation de la charité par la création de fédérations catholiques, notamment par la coordination des agences sociales existantes, la planification sociale et le financement centralisé, accroît substantiellement sa pertinence dans les services sociaux montréalais pendant la période

étudiée et met en place une certaine culture administrative que l'on retrouvera plus tard dans l'État providence.

Bourbeau retrace d'abord les antécédents des fédérations à Montréal. Elle montre comment, tout en s'inscrivant dans un mouvement plus large, à la fois américain et atlantique, leur évolution présente des particularités notables. Ainsi, la ville se distinguait en premier lieu par la profonde division linguistique et confessionnelle de sa population. Cette division a donné lieu à la formation d'institutions séparées selon cette double ligne de force, ce qui impliquera un financement fortement disproportionné des œuvres anglophones (plus fortunées) au moins jusqu'à la création de Centraide en 1974. Une autre particularité québécoise résulte de l'adoption de la *Loi sur l'assistance publique* en 1921, laquelle « a étouffé un feu qui menaçait de consumer bon nombre d'institutions du Québec en leur assurant un certain revenu annuel [... mais a ignoré] les agences sociales » (p. 17). Enfin, la Société Saint-Vincent de Paul, organisme qui se situait « au cœur du réseau d'assistance privée de Montréal », aurait mis un frein, du côté de la majorité francophone, au « financement unifié des œuvres, [au] maintien de registres et d'archives pour retracer les transactions financières [... et à] la coopération interconfessionnelle » (p. 19-20). Cela aurait eu pour effet de retarder l'avènement, dans les milieux catholiques, d'une rationalisation des œuvres de charité qui était déjà entamée dans les communautés protestante et juive depuis plusieurs années.

En organisant les services sociaux de la majorité catholique, les fédérations mettent fin en partie à ces singularités. Elles s'organisent selon le principe des trois « piliers » observés dans d'autres villes nord-américaines : le financement centralisé, notamment par l'organisation de collectes de fonds annuelles ; la coordination des œuvres, que la mise en place du Conseil des Œuvres de Montréal facilitera ; et la pratique du travail social (p. 15). Encouragés par certains membres du clergé, qui selon l'auteure se distinguent des « catholiques traditionalistes, pour ne pas dire conservateurs » (p. 48), des « hommes d'affaires » structurent l'assistance selon un « modèle bureaucratique

d'affaires » (p. 54). La bureaucratisation est ici comprise comme une force positive, puisqu'elle aurait contribué à améliorer, par son « efficacité », sa « rationalité » et sa « transparence » (p. 49), un système peu planifié et coordonné. Malgré ces transformations, les bénévoles continuent à jouer un rôle important dans le fonctionnement des fédérations, au moins jusqu'en 1946. Ce n'est qu'à ce moment qu'est créé, du côté francophone, un service des budgets afin de remplacer les « bénévoles [qui] ont déjà un emploi qui les occupe ailleurs et [qui] n'ont que quelques heures par semaine ou par mois à consacrer » (p. 58). La division linguistique demeure importante et, s'il y a une modernisation des structures à la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises (FOCCF), son pendant anglophone ne réussit pas vraiment à s'affranchir de l'emprise de ses quelques dirigeants. En effet, un rapport d'évaluation de 1961 « donne à penser que les membres du conseil d'administration y travaillent comme dans une entreprise privée, sans rendre de comptes aux investisseurs [...] ni demander l'avis des employés et clients avant de prendre des décisions à leur égard » (p. 157).

Un phénomène particulièrement intéressant mis en exergue par Bourbeau est la masculinisation des fédérations qui accompagne la rationalisation des pratiques de gestion et de financement. Alors que des hommes s'occupent de la comptabilité et que plusieurs travailleurs sociaux obtiennent des postes de direction, leurs collègues féminines se voient souvent reléguées à des rôles moins valorisés. C'est notamment le cas des religieuses, pour qui « l'image de la "bonne sœur", caractérisée par son bénévolat, sa compassion, sa charité et non pour l'excellence de ses techniques d'intervention, est tenace, particulièrement chez les dirigeants de la FOCCF » (p. 111). C'est aussi le cas des travailleuses sociales laïques, pour qui la « bureaucratisation telle qu'aménée par la collaboration avec les gouvernements a nui à la professionnalisation » (p. 108). Plus largement, puisque l'auteure affirme que les fédérations ont constitué une sorte d'étape intermédiaire entre la charité et l'État providence, cette analyse genrée peut aussi être étendue à l'État.

Les fédérations entrent en crise dès la fin des années 1950 et n'en sortiront qu'avec la création de Centraide. L'auteure met l'accent, dans la dernière partie de son livre, sur « le rôle du secteur privé dans le développement de l'État providence » (p. 8) et conclut que l'Église aurait « renoncé à l'assistance non institutionnelle bien avant la Révolution tranquille » (p. 167), faisant ainsi preuve d'une remarquable ouverture d'esprit. Ce qui expliquerait en outre « son silence durant les débats qui parsèment les années soixante[,] c'est que l'Église elle-même réoriente son approche et son rôle auprès des pauvres » (p. 8). Or il nous semble que ces conclusions vont trop loin, pour deux principales raisons. Premièrement, le mouvement d'animation sociale des années 1960, porté en grande partie par le Conseil des Œuvres de Montréal, s'oppose autant aux « hommes d'affaires » de la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises qu'au rôle traditionnel de l'Église en matière sociale et à son *casework*, qui continue d'être le courant dominant et qui traite la pauvreté au cas par cas, comme une « tare individuelle » (p. 16). Deuxièmement, il est difficile de séparer clairement, comme tente de le faire Bourbeau, l'assistance institutionnelle et l'assistance non institutionnelle. Ainsi, selon une publicité de la FOCCF en 1934 (p. 67), hormis les 423 911 repas servis, les interventions de loin les plus nombreuses sont les 194 308 jours d'hospitalisation. La même publicité fait aussi état de 116 325 consultations médicales et de 57 948 visites d'infirmières. Or le livre ne traite pas du processus menant au financement public des hôpitaux (1960) et des services médicaux, d'abord pour les personnes assistées sociales (1966) et ensuite pour la population entière (1970), lequel n'a sûrement pas été étranger à la crise qu'ont vécue les fédérations. Avec cette vision élargie, la volonté de changement au sein de l'Église paraît moins claire. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, ce n'est qu'en 1966, à l'occasion de la première grève des hôpitaux à l'échelle de la province, menée par la Confédération des syndicats nationaux, que les communautés hospitalières, mises en tutelle en vertu de la *Loi sur les hôpitaux*, se sont fait imposer une sérieuse perte de leurs privilèges. Elles ont alors dû, contre leur gré,

faire place aux syndicats dans les établissements et permettre aux infirmières laïques d'occuper les postes de direction des soins infirmiers jusqu'alors réservés aux religieuses.

Cette étude d'une qualité incontestable tend cependant à minimiser des enjeux politiques centraux pour l'existence même des fédérations. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne leur création. Ainsi, la lecture positive de la rationalisation des services sociaux évacue les aspects plus troublants de la « charité scientifique », qui s'inscrit dans une mouvance visant avant tout à « discipliner » les pauvres (p. 16). Plus important encore, la mise en place des fédérations coïncide avec le bras de fer qui opposait le gouvernement fédéral, qui avait voté la première *Loi des pensions de vieillesse* en 1927, et le gouvernement provincial, qui refusait d'adhérer au programme à frais partagés, perdant de ce fait d'importants revenus fiscaux pendant près d'une décennie. Louis-Alexandre Taschereau défendait en effet la *Loi sur l'assistance publique* de 1921, laquelle se fondait sur l'image de l'indigent et le principe libéral du *less eligibility* (l'assistance doit au mieux être moins avantageuse que le pire emploi salarié) dans la législation québécoise. La logique de l'aide directe *aux personnes*, par l'entremise des pensions vieillesse, logique selon laquelle l'argent public était transféré directement aux individus dans le besoin, si restrictive fût-elle, menaçait l'aide *aux institutions*. La réponse politique de Taschereau fut de mettre sur pied la commission Montpetit, qui a vigoureusement défendu le système québécois d'assistance public-privé, incluant son aspect non institutionnel, tout en recommandant l'instauration d'assurances sociales pour les travailleurs ayant un revenu insuffisant pour pouvoir s'assurer eux-mêmes. Dans ce contexte, il n'est pas anodin que cette commission ait recommandé, en janvier 1932, la mise sur pied d'un « secrétariat d'œuvres sociales » et que l'épouse d'Édouard Montpetit, Hortense Varin, ait été membre du premier conseil d'administration de la FOCCF (p. 190), laquelle a été fondée en décembre de la même année. Ainsi, en tenant compte des enjeux politiques du phénomène étudié, notre lecture globale de la signification historique des fédérations catholiques à Montréal révèle une

résistance à une certaine reconnaissance de droits sociaux, ce qui contredit en partie celle de l'auteur, qui y voit plutôt une *facilitation* de la transition vers l'État providence.

— Cory Verbauwbede
Université du Québec à Montréal